

Éditrice : Lorédane Saint-Blancat

Mise en pages : Marion Hummel (marionhummel.pao@gmail.com)

ISSN 1747-6753

ISBN 978-2-8107-0720-1

© Presses universitaires du Midi, 2020

Université Toulouse - Jean Jaurès

5, allées Antonio Machado

31058 Toulouse cedex 9

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon (art. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, loi du 1^{er} juillet 1992). Les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective sont interdites.

Présentation

L'Amérique latine face à la transition énergétique

Luis OROZCO

LEREPS, Université Toulouse 2 – Jean Jaurès

L'AMÉRIQUE LATINE, RÉGION PARMI LES mieux dotées en ressources fossiles, abrite 23 % des réserves mondiales d'hydrocarbures, la plaçant au deuxième rang après le Moyen-Orient (OLADE, 2016). Elle est également le premier exportateur net de denrées alimentaires de base (FAO, 2017). Ces deux secteurs contribuent et sont concernés par le changement climatique. Une transition technologique menant à un modèle économique et énergétique moins dépendant des combustibles fossiles est nécessaire. Cela suppose de transformer leurs modes de production et leurs finalités car les énergies alternatives sont de plus en plus plébiscitées, tout comme une agriculture moins consommatrice d'intrants à base de pétrochimie. La question de la transition énergétique en Amérique latine, en particulier la capacité des pays et des secteurs productifs à y faire face, est donc fondamentale pour toute réflexion envisageant le devenir à court et moyen terme des économies et des sociétés latino-américaines. Plusieurs objectifs pouvant être contradictoires rendent ce travail de recherche difficile. D'une part, on retrouve la demande d'amélioration des conditions de vie, le développement économique et la dépendance aux hydrocarbures, et de l'autre, le besoin de réduire les inégalités et la protection de l'environnement.

Ce numéro 115 de *Caravelle*, dédié à « L'Amérique latine face à la transition énergétique », a pour objectif de réunir des travaux récents sur l'évolution des secteurs énergétique, en particulier des hydrocarbures, et agricole en Amérique latine, en lien avec la transition énergétique et les objectifs de la COP21. Il y est étudié les tensions et les trajectoires nationales de plusieurs pays (Argentine, Brésil, Mexique, Venezuela) fortement dépendantes de ces deux secteurs, et dans lesquels les questions de transition sont particulièrement sensibles. Ce dossier d'articles est en partie issu des travaux du projet ALEGRA (Amérique latine, Énergie, Ruralités et Agroalimentaire), financé par la Maison de Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse (MSHS-T), et par Sciences Po Toulouse, en 2018.

Ce dossier est composé de sept articles réunissant des approches allant de l'économie à la géographie, en passant par l'histoire économique, la sociologie et les relations internationales. Dans leur article intitulé « Hydrocarbures, production agroalimentaire et transition énergétique en Amérique latine : éléments théoriques de débat », Luis Orozco, Arnaldo Pirela, Denis Requier-Desjardins et Martine Guibert exposent les éléments théoriques et de débat sur les convergence et divergence technologiques entre les chaînes de valeur des hydrocarbures et celles du secteur agroalimentaire, en Amérique latine, sur fond de changements climatiques et de transition énergétique. Après avoir analysé les trajectoires technologiques des deux chaînes de valeur, trois tendances sont identifiées : i) une convergence dans l'usage des énergies fossiles et d'intrants issus de la pétrochimie, ii) une évolution de l'agriculture familiale plus orientée vers des marchés sensibles aux questions environnementales et par conséquent, en situation de divergence technologique, iii) enfin, une coexistence au niveau des territoires entre les deux mondes productifs, avec des synergies autour des intérêts partagés (agro-combustibles ou biomasse), tout en bénéficiant de financements publics et privés.

Les contributions suivantes s'intéressent aux contextes nationaux. Le texte de Daniel Villavicencio et Julio Cesar Millán, intitulé « *La transición energética en México: disyuntivas, tensiones y avances en la ejecución del proyecto nacional* » présente les tensions actuelles au Mexique qui, pour faire face à la demande énergétique nationale, est partagé entre, d'une part, l'investissement dans l'énergie carbonée et la modernisation de son secteur d'hydrocarbures et, d'autre part, le développement des énergies renouvelables pour engager une transition énergétique effective. Ce travail développe une approche basée sur l'analyse des systèmes sociotechniques (Geels, 2004) pour aboutir à un état des lieux des politiques et possibilités actuelles pour le Mexique de développer des énergies renouvelables et diminuer sa dépendance aux hydrocarbures. Le Mexique étant un importateur net de pétrole raffiné, l'un des problèmes soulevés par les auteurs est que la production d'énergies propres, comme la biomasse, implique l'utilisation de cultures qui peuvent représenter une menace pour la sécurité alimentaire du pays.

De la même manière, le texte de Luciano Duarte, intitulé « *Transformações recentes no circuito espacial produtivo de hidrocarbonetos e nas trajetórias da transição energética no Brasil* », montre les défis et la montée des tensions au Brésil, où les deux dernières décennies ont été marquées par une volonté gouvernementale de se doter d'une certaine sécurité et indépendance énergétique, au prix d'une utilisation accrue de sources à forte teneur en carbone. L'exploitation des énormes gisements d'hydrocarbures, pétrole et gaz naturel, dits « Pré-sal », contraste avec les objectifs internationaux du pays sur le changement climatique. Pour l'auteur, l'entreprise publique nationale Petrobras devrait être au centre d'un projet national visant à amorcer la transition énergétique vers des matrices moins dépendantes de ressources non renouvelables et du carbone.

Ensuite, l'article d'Arnoldo Pirela, intitulée « *Geopolítica petrolera y autoritarismo en América Latina y el Caribe: el caso Venezuela* » présente la manière dont le pétrole constitue un outil géopolitique, en partie pour faire face à l'influence des puissances étrangères, tout en donnant au pays riche en cette ressource la possibilité d'avoir une influence dans sa région. Si cette « arme » peut être maniée par des gouvernements démocratiques, avec une optique de relancer l'investissement et de financer des programmes de développement, elle est également convoitée par l'autoritarisme d'inspiration militaire et d'origine soviético-cubaine, dont le Venezuela est le principal exemple. Cette dépendance à la rente, et au pouvoir qui va avec, entrave toute projection vers un processus de transition vers des économies moins dépendantes des hydrocarbures. En effet, les équilibres macroéconomiques des pays ou les modèles de développement ne sont pas seulement en jeu, le maintien et le contrôle du pouvoir en lui-même jouent un rôle important.

Après ces trois contributions qui rappellent les tensions et les enjeux liés à l'exploitation des hydrocarbures à partir d'une optique « macro », les deux textes suivants développent une entrée plus territorialisée des tensions dans le développement des énergies renouvelables. La première, de Silvina Carrizo et Marie Forget, a pour titre « *Argentina, energías gasífera y renovables: una transición híbrida para la eficiencia y la inclusión* », et montre les perspectives de l'Argentine en matière de transition énergétique. Malgré sa richesse en ressources fossiles, l'économie argentine n'est pas dépendante de la rente provenant de l'exploitation des hydrocarbures. La transition énergétique reposerait alors sur le triptyque suivant : gaz naturel, énergies renouvelables et efficience de systèmes énergétiques. Elle avance à deux vitesses, en étant, d'une part, centralisée et portée par de grands acteurs nationaux et internationaux, avec l'objectif d'attirer des investissements, et, de l'autre, porté par des acteurs locaux, tout en valorisant les ressources locales et favorisant les besoins des territoires.

La seconde contribution, analysant la transition énergétique avec une approche territorialisée, est écrite par Diana González-Gómez et Jozelin Soto-Alarcón et s'intitule « *Energías renovables y agricultura campesina en México. Aportes de la ecología política latinoamericana* ». Les deux auteures étudient la question des conflits socio-environnementaux autour des méga-projets d'énergie renouvelable (parcs photovoltaïques, éoliens, hydroélectriques...) en milieu rural au Mexique. Présentés comme une alternative à la dépendance aux hydrocarbures (comme mentionné également dans le texte de Daniel Villavicencio et Julio Cesar Millan) et une manière de répondre à l'engagement mondial de produire de l'énergie propre, ces projets engendrent de fortes oppositions dans les territoires ruraux et indigènes, en raison des effets négatifs sur la biodiversité, les moyens de subsistance locaux et la désarticulation de la vie communautaire, en particulière indigène et paysanne.

Enfin, Lennys Rivera Albarracín, dans l'article « *Potencialidades del concepto de "transición justa" en el escenario de crisis económica y social de América Latina* » présente une revue de la littérature sur ce concept à partir de la perspective des

relations internationales et de l'économie politique internationale. Selon l'auteure, dans un contexte de crise économique et sociale en Amérique latine, le principe de « transition juste » représente une opportunité de concilier transition énergétique, protection de la nature et prise en compte des inégalités sociales dans le continent. Même si cette idée a été incluse dans le préambule de la déclaration de la COP21 (et ratifié par la COP24), aucune action concrète n'est énoncée pour sa mise en place. Néanmoins, dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, plusieurs acteurs de la société civile (universitaires, ONG, collectivités...) sont mobilisés pour que cette « transition juste » soit au centre de politiques de relance et de reconstruction des états pour l'après Covid-19.

En synthèse, les différentes contributions de ce numéro mettent en lumière les tensions entre, d'une part, indépendance énergétique, création de rentes et exploitation des ressources naturelles (renouvelables et non renouvelables), et, d'autre part, le respect des engagements internationaux de lutte contre le changement climatique et d'amélioration du bien-être des populations.

Bibliographie

FAO, *Stratégie de la FAO face au changement climatique*, Rome, FAO, 2017

Geels, Frank W., « From Sectoral Systems of Innovation to Socio-technical Systems: Insights about Dynamics and Change from Sociology and Institutional Theory », *Research Policy*, vol. 33, n° 6-7, 2011, p. 897-920.

OLADE, *Energy Economic Information System: Energy Statistics*, Quito, 2016